

~~FRC~~ 4' 30 468

CASE

FRC

24853

M. NECKER.



J'ai laissé le peuple sans Roi,
et le Royaume sans Finances.

Rutledge

PRCH 30468

DÉNONCIATION

SOMMAIRE,

FAITE AU COMITÉ DES RECHERCHES
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
CONTRE

M. NECKER,

SES COMPLICES, FAUTEURS ET ADHÉRENS.

Par JAMES RUTLEDGE, B^e.

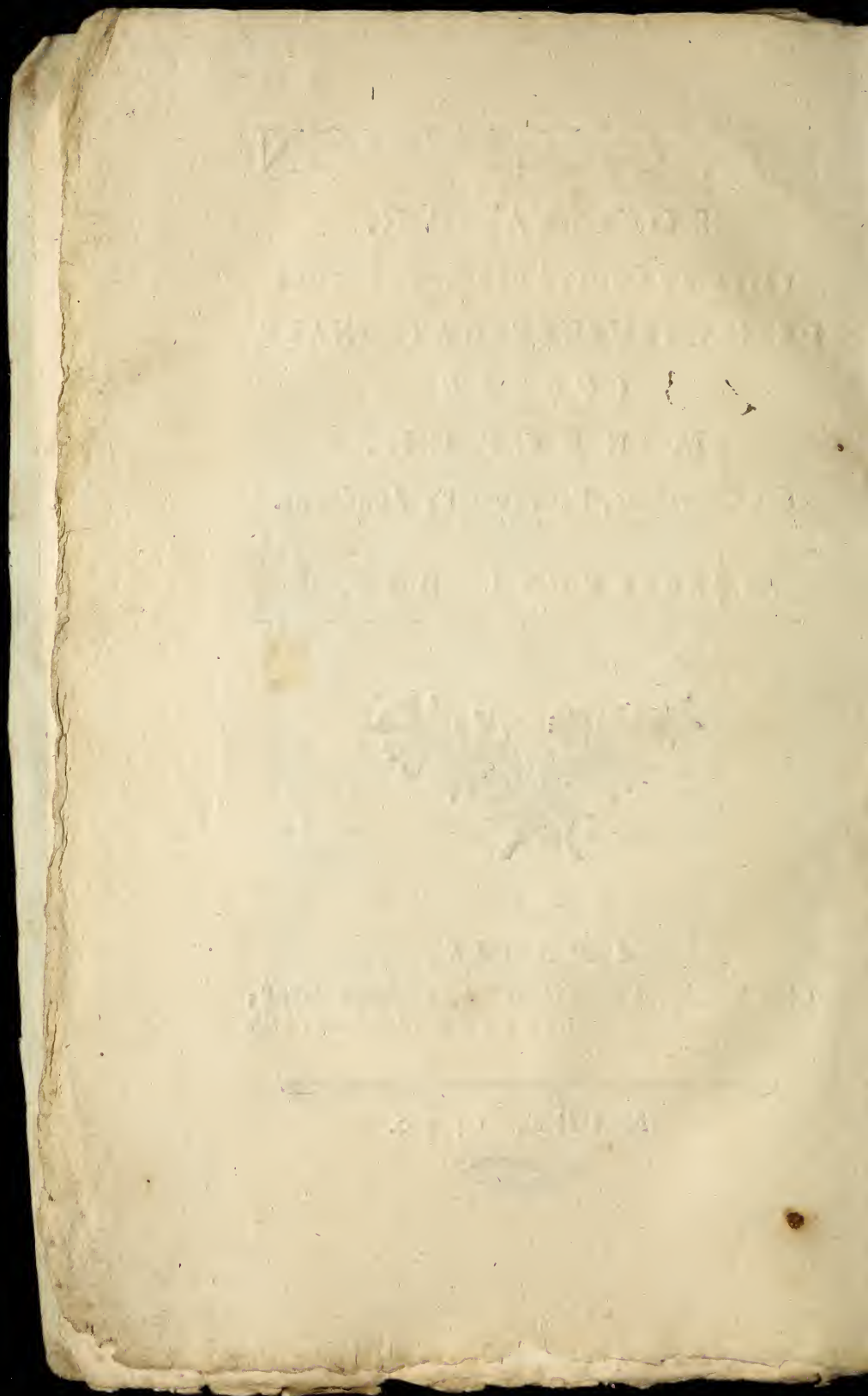


A PARIS,

Chez ROZÉ, rue des Prêtres Saint - Séverin N^o. 8 ;
& chez Mlle. VENTE , Palais Marchand , Salle
Dauphine , N^o. 1.

MARS, 1790.

THE NEWBERRY
LIBRARY



A MESSIEURS

DE

L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

UNE dénonciation ne sauroit être un procès instruit. La dénonciation ne peut & ne doit, au contraire, qu'offrir la matière du procès, & servir à le provoquer.

Convaincu de la justesse de cette définition, le Suppliant apporte avec assurance aux pieds de MESSIEURS, le sommaire ci-joint d'une dénonciation bien plus étendue, qu'il se propose de mettre au jour, contre M. Necker, ses complices, fauteurs & adhérens.

Le Suppliant proteste avec toute franchise & toute loyauté; ne s'abstenir d'apporter, à l'appui de cette dénonciation, les preuves écrites qui sont en sa possession, que par la raison, que si une pareille production avoit lieu, avant qu'il ne fût confronté au principal accusé, elle ne manqueroit pas de fournir à ce dernier, une occasion d'accumuler, afin d'en détourner les effets, les impostures, & de faire jouer les in-

trigues des genres auxquels il est si profondément exercé.

Le Suppliant a même recours à MESSIEURS , pour qu'ils veuillent bien lui faire accorder cette confrontation , jusqu'à présent inutilement demandée dans le tribunal commis au jugement des délits de lèze-nation.

Il conjure encore MESSIEURS , de vouloir bien prendre en considération que l'exercice de la justice , n'est vraisemblablement demeuré suspendu à son égard , dans ce tribunal , que par l'effet de l'influence d'un tel Adversaire , & de celle des adhérens & fauteurs qu'il a l'art de se ménager.

Le Suppliant déclare à MESSIEURS , avec la plus respectueuse confiance , qu'il a sollicité sans succès , la reprise & continuation dans ce même tribunal , du procès dont les illégalités multipliées se trouveront sommairement exposées dans la troisième partie de la dénonciation annexée.

Au milieu des consternantes incertitudes , dont est semé le judiciaire cahos à travers lequel le Suppliant vient de marcher , malgré toute la vertu du Magistrat qu'il a le bonheur d'y avoir pour Rapporteur , le Suppliant éprouve le regret d'être forcé de convenir qu'un tribunal ,

qui a tenu une procédure telle que celle dont il s'agit , ne peut ni ne doit plus juger un Citoyen qui a été réduit à se plaindre de lui.

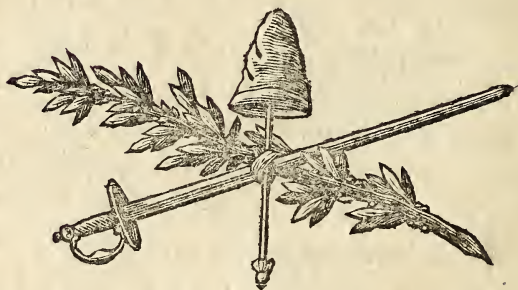
Le Suppliant sollicite instamment & avec le plus profond respect, la sagesse & la justice de MESSIEURS , afin qu'ils ne dédaignent point de l'éclairer sur ce qu'il doit faire , & pour qu'ils daignent encore protéger son bon droit dans une affaire d'un genre inoui , bon droit dont l'évidence même, après tout ce que le Suppliant a subi, est précisément ce qui lui fait croire au danger de n'éprouver qu'une injustice.

MESSIEURS sont humblement suppliés surtout, de vouloir bien considérer que l'ennemi principal du Suppliant, n'est pas dépouillé encore d'un pouvoir dangereux; que les adhérens & fauteurs de cet ennemi sont nombreux; qu'ils commandent à des Citoyens armés, dont une partie donne journellement des preuves d'une obéissance passive, au préjudice des droits de l'homme consacrés par les loix que MESSIEURS ont fait.

Au milieu de l'espece d'orage progressif où semblent se heurter déjà les flots des troubles civils naissans, l'auguste Assemblée des Représentans de la Nation s'offre au Suppliant telle qu'un rocher contre qui ces flots doivent se briser,

(6)

& auquel le Suppliant s'attache pour échapper à leur fureur insensée. C'est dans cette pensée qu'il implore lumière pour se régler , & justice contre un mortel pétri de ruse & de scélératesse , & armé de la clef du trésor public.



D É N O N C I A T I O N

S O M M A I R E

F A I T E

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE,

Par J A M E S R U T L E D G E , B^e.

P R E M I E R E P A R T I E.

C O N T R E

M. N E C K E R , *seul.*

V E R S la fin de l'été de l'année 1787, madame Necker, étant venue tout exprès de sa maison de campagne de Saint-Oüen, eut, vers les 9 heures du soir, un entretien avec l'exposant dans son hôtel, situé rue de la Chaussée d'Antin.

Il fut question, & uniquement question, dans cet entretien, de la conduite qu'il feroit nécessaire pour M. Necker de tenir, s'il venoit à être rappelé au ministère, pour pouvoir s'y maintenir avec utilité pour la Nation & avec gloire pour lui-même.

L'Exposant développa, avec franchise & dans toute leur étendue, les raisons qui le déterminoient à penser que toute espece de bien, désormais, seroit impraticable & chimérique en France, aussi long-temps du moins que le royaume continueroit d'être sans loix & sans constitution.

Des raisonnemens clairs & précis de l'Exposant, Madame Necker conclut elle-même presque, que, tant l'honneur & la conservation du futur ministère présumé de son mari, que le salut de la chose publique ne pouvoient être les fruits que d'une convocation effectuée de bonne-foi d'une Assemblée nationale. Madame Necker termina par donner à l'Exposant des assurances positives que tels étoient les sentimens & l'opinion de M. Necker, assurances auxquelles l'Exposant se fit un vrai plaisir d'ajouter entièrement foi.

Depuis cette époque jusqu'au mois d'août 1788, Madame Necker n'a laissé échapper aucune occasion de donner à l'Exposant, des marques de considération & d'estime.

Enfin, M. l'Archevêque de Sens ayant eu son congé, M. Necker fût remis une seconde fois à la tête des Finances.

En ne tardant point à effectuer la convocation des Etats-Généraux, M. Necker néanmoins ne justifia qu'en partie les espérances que son
retour

retour au Ministre avoit donné à l'Exposant, occasion de former :

1°. M. Necker fit précéder cette convocation par celle d'une Assemblée de Notables. Il a été très-possible qu'il ne s'y soit pris de cette manière , que pour opposer cette Assemblée aux parlemens jaloux de prescrire les regles de la formation de la future assemblée nationale ; mais il est aussi très-possible , & peut-être seroit-il aisé de prouver qu'il est positif, que M. Necker a pu espérer d'obtenir de ces Notables , qu'ils se prêtassent au nom de la nation , à la mise en œuvres des palliatifs auxquels il a donné souvent une préférence suspecte sur les remèdes efficaces ; palliatifs à l'aide desquels il eût pu reculer la convocation des Etats-généraux ; & ensuite peut-être s'en dispenser tout-à-fait, moyennant quelque événement ou autre qui, quoique habilement préparé, auroit eu l'air de venir de soi-même à la traverse.

2°. M. Necker ne fut rien moins que clair dans sa convocation. Il ne s'y montra pas plus populaire ; & tandis que la nécessité avoit écrit, le despotisme semble avoir dicté, & usé de ruses en dictant.

Sévère dans sa manière d'observer, l'Exposant crut néanmoins que des fautes inhérentes, pour

ainsi dire , par leur nature à tous les humains parvenus à l'administration , ne devenoient point pour lui-même un motif suffisant pour discontinuer d'offrir à M. Necker , ainsi qu'il n'avoit cessé de faire durant sa précédente disgrâce , le tribut des connoissances qu'il possède. Il s'imposa même une sorte de loi de le faire , avec une assiduité assez désintéressée pour qu'elle put opérer en sa faveur , le privilège de dire toujours la vérité.

Dans cet esprit , l'Exposant ne tarda point à faire parvenir au ministre , par M. de l'Essart , plusieurs mémoires importants.

1^o L'un de ces mémoires concernoit les mes-
sageries. Les déprédations du sieur Caulet d'Hau-
teville y étoient exposées dans le détail le plus
frappant ; la possibilité & même la facilité de l'a-
mélioration de la chose y étoient démontrées.
Cet ouvrage , dressé sur des renseignemens effec-
tifs & pris à la source , par le sieur Deschamps
de Valcœur , fut d'abord accueilli en apparence ,
mais ensuite inexorablement négligé par le mi-
nistre.

2^o L'autre travail de l'Exposant concernoit l'ad-
ministration de l'Opéra. Ce travail mettoit au
grand jour , d'une part , les déprédations despo-
tiquement commises dans cette régie par le sieur
Papillon de la Ferté ; & de l'autre , les moyens

de remettre l'administration de ce spectacle à ceux à qui elle appartient , avec sûreté & amélioration du spectacle ; & en désintéressant le trésor public , dont M. l'intendant des *Menus* , soutire chaque année un énorme supplément.

3^o Presque en même temps , M. de l'Essart remit à M. Necker , de la part encore de l'Exposant , un autre mémoire sur un objet bien plus digne encore de l'attention d'un ministre citoyen.

Il s'agissoit , dans ce dernier écrit , des subsistances du Royaume en général , & en particulier de l'approvisionnement de la ville de Paris. Toutes les particularités des brigandages exercés dans cette partie par les sieurs Leleu & Doumer , y étoient sévèrement révélées ; & les remèdes qu'il étoit nécessaire d'y opposer promptement y étoient ensuite clairement indiqués.

B. N. Ces diverses écrits , tous tracés de la main de l'Exposant , sont encore aujourd'hui , ou entre les mains du ministre , à qui peut-être ils serviront à faire compiler quelque ouvrage politico-économique , qui un jour paroîtra sous son nom , ou entre les mains de M. de l'Essart , le gardien de la partie du répertoire ministériel de M. Necker , dont l'Exposant est auteur.

Enfin , au mois de février 1789 , une visite bien inattendue , faite à l'Exposant par un inconnu ,

devint le principe de l'ouverture d'une scène longue & révoltante de ruses , de faussetés , de menfonges , & d'oppreffions de la part de M. Necker ; scène qui a réduit par degrés l'Exposant à devenir enfin le dénonciateur d'un homme qu'il espérait d'abord voir devenir de lui-même , & ensuite pouvoir contraindre d'être le fauteur de la patrie !

Le fleur Garin , maître boulanger & député de sa communauté , vint trouver l'Exposant de la part de cette laborieuse & estimable corporation.

Sur l'exposition que le fleur Garin fit des souffrances de ses confreres , sur celle des dangers que courroient perpétuellement ces honnêtes citoyens , d'être immolés , pour les délits & les attentats des monopoleurs fiscaux , à l'aveugle ressentiment de la multitude affamée & furieuse , sur l'exposition encore des dénis recents de justice , que l'estimable communauté avoit éprouvé de la part de M. le Procureur-Général du Parlement , d'après une sentence de police injuste , & ridiculement oppressive , l'Exposant envisagea la défense de la communauté des maîtres boulangers comme digne de son civisme & de son courage.

L'Exposant embrassa même une cause aussi juste , avec une ardeur d'autant plus vive , que ,

quoique, à cette époque, il n'eût déjà que des doutes sur la vraie trempe du génie politique de M. Necker, il étoit cependant encore bien éloigné d'oser même suspecter l'époux d'une dame également respectable & sensible en apparence, & l'ami de M. Valdec de l'Essart, d'être le fauteur secret & pusillanime de l'affreux monopole dont Terray avoit été l'instituteur exécration ; monopole dont les le Noir, les Montaran s'étoient fait un échellon vers leur coupable opulence cimentée des pleurs & du sang de leurs concitoyens !

Pénétré de préoccupations bien opposées, l'Exposant eut, au contraire, la confiance de pronostiquer avec certitude à ses nouveaux cliens, l'appui du ministre. Ce présage acquit bientôt un air de se réaliser, qui servit durant quelque-temps à abuser, & les infortunés boulangers & leur conseil.

Trois des syndics & adjoints de la communauté, soutenus contre leur timidité & leur ignorance personnelles, par le sieur Garin, leur confrère, citoyen également rempli de zèle & d'éducation dans un état où souvent elle est négligée, se rendirent à Versailles.

L'Exposant avoit eu soin de munir ces quatre Représentans de la Communauté du mémoire

manuscrit , dont on trouvera un exemplaire imprimé joint à cet écrit , sous le N°. 1. Il les avoit encore chargé d'une lettre écrite par lui au ministre.

Au moyen de ce dernier passe-port , les quatre Députés furent introduits sans délai , par un sieur Coindet , le moins accueillant des Secrétaires. Ils exposèrent leurs douleurs au ministre ; ils le quitterent comblés de promesses , & rassurés sur-tout par celle qu'ils ne manqueroit pas de remettre lui-même au Roi , le mémoire manuscrit qu'ils venoient de lui présenter.

Les quatre Députés revinrent le jour même à Paris ; sur le récit qu'ils firent à l'Exposant de toutes les particularités de l'accueil qu'ils venoient de recevoir , il leur donna le conseil de faire imprimer , sans perte de temps , ce même mémoire que le Ministre venoit sans doute de remettre au Souverain.

Dans les vues de l'Exposant , l'impression & la publication de ce mémoire , devoient servir à garantir M. Neker de toute tentation , & même de toute pensée de pouvoir soustraire au grand jour , les mesures qu'il lui arriveroit de prendre dans cette affaire. Cette publication lui avoit encore paru nécessaire pour contraindre Nosseigneurs du Parlement à faire supporter à ses véri-

tables auteurs , gens du Roi ou Conseillers , &c. en la Cour , la honte du délit odieux de justice que les infortunés boulangers n'avoient essuyé , que parce qu'il y avoit parmi ces magistrats même , ou des fauteurs ou des associés du grand monopole dont les boulangers étoient victimes.

L'Exposant ne tarda point à connoître la profondeur de la blessure faite par ce premier mémoire , à nos sénateurs du Palais. Paris entier fut bientôt témoin , & témoin indigné , des scènes préparées & mises en œuvre par M. Joli de Fleury , Procureur-Général , pour réduire au silence , par l'effroi , de malheureux citoyens , qu'il convenoit aux intérêts iniques de quelques adhérens du ministère ; & à la cupidité à moitié démasquée , de quelques magistrats hypocrites , de ruiner , pour pouvoir remplir leur propres mains des deniers extorqués au besoin d'alimens des peuples.

Mais ce que tout le monde ne vit & ne fût point alors , ce furent les scènes privées , dans lesquels figuroient à l'hôtel de la police , vrai foyer de toutes les coupables opérations relatives , M. le Directeur-général des Finances , l'Intendant de Paris , M. de Crosne & M. le Procureur-général. En voici une preuve :

L'Exposant défendoit la cause des malheu-

reux boulangers avec une énergie qui ne laissoit aucun doute sur sa bonne foi, ni sur la persévérance qu'il y mettroit à l'avenir. Sans s'en appercevoir, l'Exposant commençoit à embarrasser M. Necker. Et ce dernier connoissoit l'Exposant d'un caractère ferme ; mais vraisemblablement il n'imaginait point encore qu'il fut capable de doubler son embarras, s'il s'en fût aperçu.

Trop commune illusion des hommes à qui tout réussit ; M. Necker crut son ascendant sur l'esprit de l'Exposant égal à l'empressement que ce dernier mettoit à préparer ses succès, en prévenant les esprits en faveur de ses opérations lorsqu'elles étoient louables ! En conséquence, ce ministre se permit de lui écrire, de l'hôtel du contrôleur-général où se trouvoient alors MM. Joly de Fleury & de Montaran, un billet assez suspect dans sa courte teneur, & orgueilleusement méseant dans sa tournure.

Ce billet fut apporté à l'Exposant, par un messager, ou travesti en marmiton, ou réellement tel, vers les onze heures du soir. Trois personnes présentes dans son cabinet, le virent recevoir ce *firman* baroque & indécentement comminatoire ; elles furent aussi témoins de la réponse ferme qu'il y fit sur le champ.

Le lendemain, dès le point du jour, le ministre,
ému

ému sans doute par cette réplique inattendue , expédia vers l'exposant un second courrier un peu plus décent que le marmiton de la veille. La dépêche dont étoit porteur ce dernier , bien différente de celle de la soirée précédente , indiquoit , de la part du ministre , le desir très-poliment exprimé , de la suppression de quelques lignes faisant partie d'une requête rédigée par l'Exposant ; & qui , ce jour même , devoit être présentée à M. le procureur-général du parlement , par les syndics , adjoints & député des maîtres boulangers.

N. B. Le texte dont le ministre sollicitoit aussi vivement & aussi diversement la suppression , ne lui eût jamais laissé champ libre à gratifier ses protégés les monopoleurs , d'arrêts du conseil , secrets & clandestins , ainsi qu'il faisoit dès-lors d'une main , tandis qu'il faisoit semblant de venir à l'appui des réclamations des infortunés boulangers de l'autre. Mais ceci ne pouvoit être que l'objet d'une confiance trop critique , pour que M. Necker osât risquer de dessiller entièrement sur son propre compte , les yeux d'un particulier aussi peu traitable que l'Exposant.

Quant à celui-ci , il étoit bien loin de supposer au ministre une duplicité de procédés aussi odieuse

& aussi mesquine que celle dont on vient de parler.

Tout aussi peu satisfait néanmoins des excuses du point du jour qu'il avoit été peu effrayé par les menaces du soir précédent, l'Exposant vola chez M. de l'Essart. Il s'expliqua avec ce dernier, sur les deux billets, d'une manière qui ne laissa à l'ami de M. Necker d'autre parti à prendre, que d'excuser de son mieux celui-ci, & d'appaîser l'Exposant en l'assurant qu'un peu de de temps encore, & ses cliens auroient justice.

Quoique remarquablement familiarisé avec cet art de dissimuler que les petits hommes apprennent plus vite encore que les autres dans les cours, M. de l'Essart, dans cette occasion, découvrit involontairement à l'Exposant, quels personnages faisoient cercle & tenoient conseil la veille au soir avec le ministre, quand celui-ci avoit écrit la missive apportée chez l'Exposant par le Marmiton.

Préoccupé alors encore en faveur de l'importante renommée, si ce n'étoit plus en faveur des vertus & des talens personnels du ministre, l'Exposant parvint à se persuader que M. Necker respectoit assez cette même renommée, pour négliger les petits abus dans le dessein d'atteindre & de frapper les grands, dès qu'il se sentiroit suf-

sisamment affermi dans sa place. Autrement l'Exposant eût dû conclure, dès lors, de ce qui venoit de se passer, que M. Necker étoit à la fois un homme faux, malfaisant & bien borné. Mais il le supposa seulement excessivement circonspect par l'effet d'une pusillanimité, que, dans les circonstances qu'il étoit plus à portée de bien apprécier, le ministre pouvoit envisager comme une prudence nécessaire & réfléchie.

Ce fut à cette époque, digne de risée s'il n'eût pas été question du pain quotidien de la métropole, que nosseigneurs de parlement, informés sans doute par M. le procureur général, que l'Exposant venoit d'être *tancé* par le ministre, qui n'avoit eu garde de se vanter de la riposte, commirent l'enfance atroce de se faire des trophées de tous les petits tourmens qu'il fut en leur pouvoir de susciter aux boulangers, & du petit désagrément qu'ils imaginèrent avoir fait subir à l'Exposant de la part du ministre.

Comme le plus ferme & le plus intelligent de tous les membres de la communauté des Boulangers, le sieur Garin eut la principale part aux augustes tracasseries que nos nosseigneurs ne rougiront point de mettre en œuvre pour tâcher de l'épouvanter lui & ses confreres.

Bientôt la persécution parut vouloir se détour-

ner vers l'Exposant ; celui-ci, auquel M. Duval d'Esprémenil reprochoit une forte prédilection pour le ministre , crut même devoir prendre la précaution de se tenir , durant quelques-jours , à l'écart ; afin de pouvoir continuer à observer en liberté les coups qu'on porteroit à ses cliens ; & pour pouvoir ensuite , du fonds de son asyle , arrêter la main servile de magistrats assez dépourvus de pudeur pour suivre les seules impressions du crédit.

Dupe encore , durant cette retraite , de M. Necker qu'il persévéroit à ne croire qu'involontairement caché derrière M. le procureur-général , l'Exposant n'omettoit pas un seul jour de faire parvenir de ses nouvelles au ministre , par M. de l'Essart. Ce fut même alors que l'Exposant lui envoya en manuscrit toute la première partie du second mémoire pour les boulangers , [Voyez n°. 2.] mémoire dont la lecture força le ministre à implorer le silence de l'Exposant , par une lettre où l'excès de ses craintes personnelles lui fit compromettre l'auguste nom d'un maître , qui certes jamais ne lui commanda d'affamer ses sujets , ou de souffrir que des monopoleurs quelconques les affamassent.

Enfin , perpétuellement harcelé par l'Exposant , le ministre donna un consentement impos-

teur & tardif aux réensemens qui furent commencés par le sieur Léger , dans les derniers jours d'avril , & terminés dans les premiers jours de mai ; réensemens dont néanmoins M. Necker ne remboursa bien séchement les frais qu'à la fin d'octobre , dans une circonstance qui sera rapportée plus bas.

Ensuite , sans doute dans la vue d'étendre sur les yeux importuns de l'Exposant , un voile plus épais & plus propice à ses desseins, le ministre le manda à Versailles. Il retint l'Exposant vingt-quatre heures dans ce lieu , où quelques mortels apportoit quelquefois la vérité , mais d'où rarement ils la rapportoient dans leurs cœurs.

Cette course , bizairement provoquée par M. Necker , aboutit à un entretien entre lui & l'Exposant ; entretien dont le dernier attend avec impatience une occasion de retracer au ministre les détails énigmatiques alors pour lui ; entretien durant lequel le ministre fit tomber dans l'ame de l'Exposant le germe des soupçons , qui depuis s'y sont graduellement convertis en certitudes , & durant lequel encore la dame Necker , à ce que crût alors l'Exposant , sans doute , par quelque bon motif , vint écouter aux portes.

Ce fut immédiatement à la suite de cet entretien que l'Exposant , de retour à Paris , commu-

niqua franchement au sieur Garin , les impressions que les propos du ministre avoient fait sur son esprit. Sans consentir encore avec soi-même , à qualifier M. Necker de monopoleur , l'Exposant avoua qu'il n'envisageoit plus ce ministre que comme un être pétri d'insuffisance & de timidité. Ce fut alors qu'il ajouta , ainsi que le sieur Garin se l'est rappelé , en parlant devant justice ; *n'abandonnons néanmoins pas l'espoir de voir M. Necker opérer le bien. Aidé de sa respectable épouse & de M. de l'Essart , j'ose me promettre de le forcer à le faire.*

Durant les jours tumultueux de l'insurrection du fauxbourg Saint-Antoine , jours qui suivirent immédiatement celui de l'entretien de Versailles , entre M. Necker & l'Exposant , ce dernier , mettant toute espece de mécontentement de côté , fit ses efforts pour déterminer les malheureux boulangers à *cuire* à force en dépit de leurs pertes. Outre l'espérance conçue par l'Exposant , de tromper par-là les mauvais desseins de ceux qui avoient pu exciter la scene du fauxbourg , il se proposoit encore de mettre ces infortunés dans le cas d'arracher de l'impassible ministre , à force de sacrifices , une justice qu'il auroit dû leur accorder de lui-même.

D'un autre côté , l'Exposant ne cessa point de

l'accabler, pour ainsi dire, de lettres & de mémoires, tous relatifs au monopole & à ses auteurs & fauteurs.

Importuné par la vérité qui lui étoit représentée sous tant de faces, M. Necker, qui rassuroit alors en secret les sieurs Leleu & Doumer, par des arrêts du conseil & des lettres missives entortillées, finit par leur passer, non-seulement celles qui lui étoient écrites par l'Exposant, mais encore les lettres que le sieur Leger écrivoit à ce dernier; & que celui-ci, alors fort incommodé & hors d'état d'en faire des copies, faisoit parvenir en originales au ministre, pour échauffer la sollicitude pour le soulagement du peuple, dont il se le figuroit capable encore.

Le 18 du mois de juin, le sieur Leger, rencontré sur le boulevard par l'Exposant, lui rendit compte, avec l'inquiétude la plus vive, de cette manœuvre, dont il venoit, à l'instant même, d'être instruit, à ce qu'il dit, par un des commis des sieurs Leleu.

L'Exposant étant rentré chez lui, rendit compte de ce qu'il venoit d'apprendre au ministre. Il mit dans sa lettre un ton d'indignation qui tomboit sur les sieurs Coster, & qu'il n'osoit croire pouvoir avec justice porter plus haut.

Averti dès le lendemain de la plainte que

l'Exposant venoit de faire au ministre , l'agent des sieurs Leleu s'empressa de rejoindre le sieur Leger. Et afin de mettre un terme au ressentiment de l'Exposant, *vous avez donc parlé*, lui dit-il, *au C. R. de ce que je vous ai dit. Mais le tout n'étoit qu'une fiction de ma part, pour vous faire parler.*

Ces intelligences subites, & à point nommé, entre le ministre & la compagnie Leleu, exciterent de nouvelles réflexions de la part de l'Exposant. Il dissimula au sieur Leger l'impression qu'il ressentoit ; & il engagea ce particulier zélé, intelligent, à continuer à le seconder par des instructions qui pussent le mettre en état de convaincre le ministre, & de sauver le peuple.

Les choses en étoient-là, & l'esprit de l'Exposant étoit entierement absorbé par les efforts qu'il faisoit encore , pour contraindre le ministre à rentrer, sans que le public pût s'en appercevoir, dans les vraies routes du bien , auxquelles, *in petto*, l'Exposant l'accusoit d'avoir préféré les sentiers funestes & tortueux battus par les Terray, &c. lorsqu'une lettre en date du premier juillet lui fut adressée de Versailles.

Cette lettre étoit écrite à l'Exposant, par M. Broussé, Curé de Wolkrange, & député à l'Assemblée Nationale. Elle respiroit le civisme le plus

plus pur ; & elle avoit pour objet, d'engager l'Exposant à se présenter au comité des subsistances de l'Assemblée, où on l'assuroit qu'il seroit écouté de la maniere la plus flatteuse pour lui. l'Exposant se rendit à cette invitation.

Avertie de l'arrivée de l'Exposant, à Versailles ; & prévenue, sans doute, par M. de l'Effart, auquel l'Exposant avoit fait part de son dessein, madame Necker, chez laquelle il n'avoit point voulu se présenter avant de l'avoir exécuté, l'envoya chercher précipitamment & avec inquiétude, à l'hôtel de la Renommée, lieu où l'Exposant logeoit à Versailles ; mais l'exposant étoit au comité des subsistances.

M. Necker, de son côté, chargea avec hâte l'un des boulangers qui s'étoient rendus à Versailles en cette occasion, d'avertir l'Exposant qu'il vouloit lui parler. Mais l'Exposant, par malheur, étoit alors en train de parler au comité !

Après que les honorables membres, composant alors ce comité, eurent écouté l'Exposant, ils arrêterent, sur le champ, une députation qui fut formée de six d'entr'eux ; & qu'ils chargerent de conduire à l'instant, & l'Exposant & ses estimables cliens, chez le ministre ; afin qu'il voulut bien avoir égard à leurs justes réclamations.

Paryenus, sous d'aussi augustes auspices, au

contrôle général des finances, l'Exposant fut bientôt appelé dans le cabinet ; & il se croit entièrement fondé à avancer, qu'il y convainquit & le ministre & les six honorables membres de l'Assemblée Nationale présens ; qu'il étoit important, si on vouloit sérieusement couper cours aux illusions dont les monopoleurs entretenoient l'administration, de reprendre & de recommencer les recensemens faits, par le sieur Leger, en avril & mai.

En présence des six députés, le ministre en convint, d'un ton & d'une manière, qui, pour l'instant, ramenerent l'Exposant presque à l'entière persuasion, que M. Necker n'étoit que joué par le sieur Doumer, & par M. l'intendant de Paris. (1)

M. Dupont, (*l'économiste*, de crainte d'équivoque) M. Dupont, l'un des six députés, &

(1) Cette conviction fut sur-tout en partie l'effet, des promesses brillantes faites au moment même par le ministre, aux infortunés cliens de l'Exposant, promesses fausses & trompeuses que ce ministre n'a point, à beaucoup près, réalisées ; promesses qu'il a, au contraire, éludé de réaliser, en faisant corrompre les syndics de la communauté par l'ancienne police ; promesses à l'occasion desquelles M. Necker en a imposé bassement à l'Exposant.

secrétaire, à cette époque, du comité des subsistances, avoit été spécialement chargé, avant que la députation dont il s'agit ne se fût mise en marche, de prendre une connoissance très-particulière, & qui le mît en état de pouvoir rendre compte & des demandes & des moyens proposés par l'Exposant au nom des Boulangers.

Mais M. Dupont ne s'en occupa point : au contraire, l'Exposant, de retour à Versailles, quatre jours après, entendit avec une indicible surprise, ce même M. Dupont, qui avoit éludé de s'éclairer avec lui, sur cette matière, ainsi qu'il en avoit ordre, lire en pleine Assemblée Nationale, un mémoire envoyé par le ministre, mémoire qui acheva de bien convaincre l'Exposant, qu'il étoit, très-mal-à-propos le premier du même mois, revenu à compter sur la sincérité & sur la vertu de M. Necker.

Ce fut dans la séance où l'Exposant entendit avec surprise cette lecture; que M. Bouche, averti par lui, pris la parole; & que cet honorable député déterminâ l'assemblée, à arrêter que, dès le même jour dans la soirée, elle entendroit encore une fois les réclamations plus détaillées, & les moyens plus développés des boulangers, par la bouche de l'Exposant, dans le comité des subsistances.

L'Exposant y fit lecture de tout ce qui a paru imprimé depuis, dans la première partie de son second mémoire pour les boulangers; il rendit aussi compte au comité des mesures qu'il venoit de prendre, d'après les ordres du ministre, pour que le sieur Leger recommença à faire des recensemens, &c. &c. & il osa même se permettre, sur la négligence volontaire de M. Dupont, quelques réflexions durant l'émission desquelles cet honorable membre baissa les yeux.

D'après tout ce qui eut lieu dans cette séance, il fut délibéré & arrêté renvoi de cette affaire au pouvoir exécutif, &c. L'opinion de l'Exposant, sur le compte du directeur des finances, étoit encore alors si peu irrévocablement déterminée, qu'il espéra une heureuse issue d'une pareille décision.

La chute inattendue & soudaine d'un ministre en faveur duquel militoit dans la pensée, à peine d'égrossie du public, l'idée qu'on avoit de ses prédécesseurs tous déshonorés, ou de ses rivaux réputés tous & à juste titre ineptes & suspects, vint alors suspendre toutes les opérations de l'Exposant. Les recensemens qu'il venoit de recevoir ordre de recommencer, à raison des transpositions & des recensemens des grains que les monopoleurs avoient eu le temps d'effectuer, restèrent inter-

rompus ; la publication du second mémoire pour les boulangers fut abandonnée à la discrétion des syndics achetés ou effrayés par la clique ; & armés en conséquence de l'appui secret de la police d'alors, d'insolence contre leur confrere le sieur Garin , qui seul servoit de bonne foi sa tremblante communauté.

Le 30 de ce mois de juillet si mémorable par les méprises d'affection , & par le courage de désespoir du bon peuple de Paris , M. Necker de retour y fit sa remarquable & très-équivoque entrée triomphale. Des croisées de l'hôtel-de-ville un peu précipitamment converti en sénat , les regards de ce ministre purent considérer le gibet auquel la vengeance du public venoit d'attacher , & ce Foulon qui , depuis plus de vingt ans , avoit couru la place qu'il venoit reprendre , & ce Berthier dont le crime ne consistoit peut-être principalement qu'en une intelligence trop précise , entre lui & l'idole du jour , qui considéroit le lieu où ce docile intendant venoit de périr !

Ce même jour 30 juillet, l'Exposant adressa à madame Necker une lettre relative à la circonstance.

Et le lendemain 31 , l'Exposant en écrivit une au moins aussi pathétique au ministre qui avoit reçu la veille les honneurs d'un triomphe sans doute

apprécié à son exacte valeur, par sa conscience ; car il est des conjonctures où il se retrouve une conscience, même dans les ministres.

Le 10 août, M. Necker, poussé par cette même conscience, fit à l'Exposant une réponse très-courte ; mais conçue d'un style à faire encore revenir ce dernier à l'espoir qu'enfin l'homme de ce peuple si crédule & si bon, pourroit se résoudre à laisser, à l'avenir, le prix des subsistances de première nécessité, prendre le libre cours que lui donneroient le caractère des saisons & l'industrie en concurrence de ceux qui les cultivent, ou qui en préparent les objets.

Près d'un mois s'écoula, avant que l'Exposant entendit parler de M. l'Essart, qui, suivant le billet du ministre du 10 août, devoit venir conférer avec lui.

Durant cet intervalle, un sieur Lanab, alors tout à fait inconnu de l'Exposant, prévint ce dernier, par une épître, qu'il desiroit avoir avec lui un entretien sur une affaire importante. L'Exposant répondit au sieur Lanab, qu'il seroit le maître de venir chez lui, telle matinée qu'il pourroit juger à propos.

Dès le jour suivant, ce particulier se présenta chez l'Exposant. Il lui fit connoître qu'il étoit l'intime ami des sieurs Leleu & compagnie ; &

que c'étoit en faveur de ces marchands de grains, qu'il venoit solliciter l'Exposant, non-seulement d'abandonner la défense de ces *miserables* boulangers, (ce fut l'expression du plénipotentiaire secret de ces monopoleurs) mais encore de devenir l'apologiste de ces derniers.

Cette proposition, digne d'être faite à un commis de bureau de Versailles, fut accompagnée de celle d'un prix illimité d'un aussi bonne œuvre. *Vous seul, Monsieur*, ajouta d'un ton affectueux, l'émissaire de la magnifique compagnie, *Vous seul mettez des bornes à sa reconnaissance.*

Peu de jours après s'être acquitté de cet offensant message, enhardi probablement par le ton modéré qu'avoit pris avec lui l'Exposant, le sieur Lanab vint lui remettre un exemplaire du premier mémoire pour les sieurs Leleus. Il supplia l'Exposant de le lire; & pour le déterminer plus sûrement à le faire, il lui déclara que Me. Fournel, avocat, en étoit auteur.

Le sieur Lanab fit bientôt à l'Exposant une troisième visite, & lui demanda quelle impression avoit produit sur son esprit la lecture du mémoire qu'il avoit laissé trois jours auparavant entre ses mains. Il étudioit visiblement cette fois quelle impression avoit encore pu faire, les offres

de remplir ces mêmes mains d'argent, si elles se déterminoient à servir ses bons & riches amis les sieurs Leleu.

Sans doute le sieur Lanab eut d'abord lieu de douter que ces impressions fussent favorables à ses desseins. Croyant ensuite toucher l'infailible mobile de l'ame ardente & aveugle de l'Exposant, le négociateur des sieurs Leleu lui déclara que c'étoit cependant M. Necker lui-même, qui étoit auteur de l'arrêt du conseil sans signature, sans date, que les sieurs Leleu avoit fait imprimer parmi les pieces prétendues justificatives qui font à la suite de ce mémoire.

Tant pis pour M. Necker, répartit alors l'Exposant. Par quelle raison, poursuivit ce dernier, ce bel arrêt qui supprime un mémoire que j'ai signé, ne m'est-il donc pas encore connu, depuis près d'un an, qu'il a dû être rendu?

Réponse naïve & littérale de l'ambassadeur de MM. Leleu & compagnie : *C'est que M. Necker, en accordant cet arrêt, a défendu qu'on en fit usage.*

Voilà, riposta l'exposant, une absurdité bien puérile : vous ne serez point surpris, Monsieur, que je ne me décide à la croire qu'après vérification du fait à sa source.

Le sieur Lanab fut à peine sorti du cabinet de l'Exposant

l'exposant qu'une autre personne y arriva. Encore outré intérieurement de la proposition d'argent des monopoleurs, & sur-tout la confiance du délit pusillanime du plus lâche des ministres, l'Exposant ne pût se contraindre. Il fit part du tout au survenant, & lui exprima le regret le plus ingénu de n'avoir ni témoins, ni preuves écrites, de tout ce que le sieur Lanab venoit de se permettre.

Le sieur de la Potoniere, c'est le nom du survenant, fixa l'Exposant. Laissez-moi faire, leur dit-il, ceci se fera sans que vous vous en mêliez. Le sieur de la Potoniere se leva, & partit.

Le lendemain, le sieur de la Potoniere de retour de Versailles où il avoit été avec le sieur Lanab, vint apprendre à l'Exposant, qu'il avoit désormais des témoins des démarches suspectes faites de la part des monopoleurs chez lui. Et depuis, le sieur de la Potoniere n'a cessé de demander à être entendu en justice dans l'affaire suscitée à l'Exposant.

Cependant la déplorable apologie des sieurs Leleu se distribuoit; & des exemplaires imprimés de l'équivoque arrêt du conseil, étoient répandus avec astuce & profusion, même par la voie des épiciers, confreres du sieur Leleu. Leurs nombreux agens avoient encore eu la petite malice de semer, parmi les plus crédules d'entre les

liens de l'Exposant , que la rédaction du mémoire des sieurs Leleu étoit l'ouvrage de celui-ci.

A l'exception de quelques déclamations inconsiderées contre leur défenseur , proférées par quelques boulangers simples & crédules , sur la foi des émissaires des sieurs Leleu , toute cette communauté découragée resta immobile.

Enfin , un mémoire , parti d'une main inconnue , & qui , peu de jours après , fut attribué par la municipalité , sans doute mal servie par les espions qu'elle a hérité de l'ancienne police , vint tirer l'immobile communauté de l'espece de léthargie dans laquelle elle étoit plongée !

Jusqu'à ses très-suspects & très-complaisans syndics se crurent blessés. Ils coururent tirer de l'imprimerie du sieur Beaudouin , les quatre mille exemplaires du second mémoire pour les boulangers. Sans consulter l'Exposant , cette édition qu'il auroit pu grossir d'une réplique provisoire à la triste apologie des sieurs Leleu , fut mise en circulation ; & elle fut presque aussi-tôt enlevée , presque en entier , par une main invisible , avant que le public n'eût eu le temps de l'appercevoir.

Tandis que cette soustraction , si ressemblante par toutes ses circonstances aux grands coups d'état familiers à nos ministres , avoit lieu à Paris , l'Exposant avoit fait à Versailles , un voyage dont

il est nécessaire de faire connoître ici toutes les particularités , par la raison qu'elles ont , aux faits qu'il lui reste à exposer , des rapports plus ou moins directs ; mais également sensibles & faciles à saisir.

Un excellent Citoyen avoit témoigné depuis longtemps à l'Exposant , une opinion assez mince des talens & des vues du ministre des finances. Ce citoyen avoit une opinion bien moins favorable encore des intentions de M. Necker que de sa capacité. Ce citoyen avoit trouvé peu de résistance à faire adopter à l'Exposant sa manière de penser à l'égard du premier point ; & il crut que l'instant étoit enfin arrivé , où l'Exposant alloit être forcé de tomber d'accord du second.

Ce citoyen , habitant alors de Versailles , avoit conçu le desir d'aboucher l'Exposant avec un de MM. les députés à l'assemblée nationale , qui , à une grande pureté de principes , unissoit des connoissances étendues , d'autant plus sûres qu'elles étoient les fruits d'une longue pratique du commerce des grains & de tout ce qui y a rapport.

L'Exposant accepta , avec d'autant plus d'empressement les propositions qu'on venoit de lui faire , qu'il imagina entrevoir une occasion de mettre de nouveau , sous les yeux de l'auguste assemblée entière , la cause si juste en soi , & si

intéressante des malheureux boulangers , & de provoquer , par de nouveaux moyens , la destruction du monopole , hautement & manifestement favorisé , puisqu'il marchoit non-seulement front levé , mais encore muni de la part du ministre , d'un arrêt clandestin du conseil , afin de pouvoir au besoin en faire usage contre les indiscrets & les importuns , ou envers cette foule de mortels crédules qui voient une couronne civique toujours juste & bien méritée , dans ces arrêts si souvent protecteurs des ennemis de l'état & de l'humanité.

Avant même ce voyage de Versailles , l'Exposant avoit écrit à M. Necker , & notifié de bouche à M. de l'Effart , les offres insultantes que le sieur Lanab avoit eu l'indiscrétion de venir lui faire.

Point de réponse de la part du ministre. Après ce silence , conjectures de la part de l'Exposant de la possibilité qu'il y avoit que M. Necker fut instruit , avant lui-même ; & qu'il n'ignoroit pas ces ouvertures de corruption ou tout au moins ces arrhes de silence présentés par le courtier de MM. Leleu & compagnie.

Eloges plus polis que vivement sentis de la part de M. de l'Effart , à l'occasion d'un désintéressement assez peu croyable peut-être , ou même ridicule à l'œil de qui a passé sa vie , appliqué sur

toute la hiérarchie des divers suppôts du ministère.

L'Exposant s'étoit aussi adressé à ce magistrat coopérateur constant du banquier ministre, pour qu'il daignât lui apprendre si le sieur Lanab avoit ou n'avoit pas calomnié M. Necker, en le donnant pour l'auteur de l'arrêt clandestin du conseil qui devoit servir de bouclier aux sieurs Leleu. A cette question, M. de l'Essart avoit baissé les yeux, & prononcé d'une voix foible ces mots : *Oui, c'est lui (M. Necker) qui a fait cet arrêt.* L'Exposant avoit répliqué avec indignation.

Tels se trouvoient être , à l'époque de ce voyage , les rapports , & , en quelque manière , les positions morales respectives du ministre & de l'Exposant.

Ce dernier en dévoila toutes particularités au député de l'assemblée nationale avec lequel on venoit de lui donner occasion de conférer.

Durant le séjour qu'il fit à Versailles, l'Exposant ni ne vit, ni ne chercha à voir, soit le ministre, soit son épouse, ou M. de l'Essart, leur ami.

Les secrétaires de ces personnes furent cependant que l'Exposant étoit venu dans cette résidence , & même qu'il y avoit passé plusieurs jours.

Par le pur effet d'une rencontre due au hasard ; un personnage bien plus marquant se trouva aussi mis à portée d'en rendre compte à l'hôtel du contrôle générale des finances.

Ce personnage est M. le comte de Marfanne, gentilhomme & député de la province de Dauphiné à l'assemblée nationale, & cousin-germain, dit-on, de madame Necker.

Accompagné par le particulier dont il a été parlé plus haut ; l'Exposant sortoit de la salle de l'assemblée nationale, précisément à l'instant où M. de Marfanne se présentait pour y entrer. M. le Comte les aborda. Il employa le ton le plus flatteur pour exhorter l'Exposant à continuer de vouer au ministre, & ses lumières & ses services.

L'Exposant exprima à M. le comte, sans ménagement & sans fard, non point des mécontentemens, mais des dégoûts fiers & énergiques. M. le comte riposta alors, par des confidences presque aussi peu flatteuses pour M. Necker. Et distinguant, ainsi que l'Exposant, beaucoup entre ce ministre & son épouse, il gémit sur les conséquences dont seroit sous peu pour toute la famille, l'ascendant que madame l'ambassadrice de Suede avoit pris sur son pere.

Peu de jours après cette explication formelle,

M. de Marfanne & l'Exposant se rencontrèrent encore à Paris: Un autre entretien sur le même sujet, eu encore lieu entr'eux. M. de Marfanne sollicita l'Exposant de faire un dernier effort, en lui adressant, dès le jour même, une lettre à Versailles, dans laquelle l'Exposant s'expliqueroit sur les fautes, plus frappantes & plus nombreuses de jour en jour, qui le blessaient dans l'administration de M. Necker, lettre que M. le comte ne demandoit que pour la mettre dès le lendemain sous les yeux de l'épouse du ministre.

L'Exposant fit ce qui avoit été convenu. Il n'étoit plus question, vraisemblablement, que de le déterminer, du mieux qu'on pourroit, à se présenter chez madame Necker; démarche pour laquelle il avoit fait voir la plus extrême répugnance. On ne tardera pas à voir les infructueuses tentatives qui furent faites à cet égard.

L'entrevue du comte de Marfanne & de l'Exposant à Paris, avoit eu lieu le dimanche qui a précédé, l'arrivée dans cette capitale, de sa Majesté & de la famille royale. Le mardi, l'Exposant, entraîné par un fol espoir de pouvoir peut-être encore réussir à mettre un ministre, en faveur duquel l'opinion publique se soutenoit dans le cas de réaliser le salut de l'état, se décida à écrire à son épouse une lettre,

où la vérité feroit impitoyablement exposée.

A l'instant même où cette lettre venoit d'être envoyée à l'hôtel du Contrôle Général, un des cochers des voitures de la Cour, parut chez l'Exposant avec un paquet de M. le comte de Marfanne. Ce paquet contenoit une lettre du comte pour madame Necker, & une autre lettre pour l'Exposant lui-même, par laquelle M. de Marfanne l'engageoit à porter lui-même à cette dame, celle qui étoit à son adresse.

L'Exposant délibéra jusques vers le soir, s'il s'acquitteroit ou non d'un pareil message. Il étoit encore dans cette irrésolution, lorsqu'en rentrant chez lui, il apprit que madame Necker y avoit envoyé plusieurs fois; & que, à la dernière, le messenger de cette dame y avoit laissé un billet qui invitoit l'Exposant à se rendre chez elle, dès le soir même, vers les neuf heures.

L'Exposant prit alors son parti: au lieu d'aller chez madame Necker, il lui écrivit une seconde lettre, à laquelle il joignit, sous la même enveloppe, le paquet qui lui avoit été apporté le matin de la part de M. le comte de Marfanne.

L'Exposant chargea le sieur de la Potoniere fils, de porter ce paquet, & sur-tout d'avoir attention de ne le remettre que dans les mains de madame Necker elle-même.

Le

Le fleur de la Potoniere rapporta à l'Exposant, que la lecture de sa lettre, qui étoit effectivement conçue d'un stile assez nerveux & sincere, lui avoit paru pénétrer l'épouse du ministre du trouble le plus marqué; qu'elle l'avoit d'abord prié d'attendre une réponse qu'elle y alloit faire; mais qu'ensuite elle étoit venue lui dire qu'elle ne feroit cette réponse que le lendemain matin.

Le jour suivant, de très-bonne heure, l'Exposant reçut de M. de l'Essart, un biller, que l'on ne tardera point à reconnoître lui avoir été écrit, pour suppléer à la réponse que madame Necker avoit promise.

Le nom de M. de l'Essart, mentionné ici, rappelle l'Exposant au développement de quelques circonstances, qui avoient eu lieu, entre le magistrat & lui, depuis les premiers jours d'octobre, époque de toute cette partie des faits dont est composé son récit.

On voudra bien se rappeler que le 10 du mois d'août, M. Necker, en réponse à la lettre énergique de l'Exposant, du 31 juillet, lui avoit annoncé, par un billet, que lorsque M. de l'Essart iroit à Paris, il transmettroit quelques ordres à l'Exposant.

Ainsi qu'il a déjà été dit plus haut, M. de l'Essart, où n'étoit point venu du tout à Paris,

ou bien il avoit été empêché par d'autres affaires d'en faire avertir l'Exposant.

Enfin, vers le commencement d'octobre, & peu de jours avant la seconde rencontre du comte de Marfanne avec l'Exposant, M. de l'Essart avoit exprimé au dernier, de la part du ministre, que celui-ci lui demandoit deux services.

1°. Celui de recueillir avec toute la diligence & l'exactitude praticables, les demandes de secours des boulangers, afin de pouvoir leur donner, avec utilité des secours proportionnés à leurs besoins, secours dont l'objet étoit de les mettre en état de faire par eux-mêmes, dans les lieux qu'ils jugeroient à propos, des achats de grains & farines.

2°. Le service encore de composer une législation générale des subsistances, qui seroit ensuite soumise à l'examen & aux considérations de l'Assemblée Nationale (1).

Toujours enflammé de l'amour du bien public, l'Exposant accepta la charge de remplir ces deux objets, même en dépit de sa mésestime toujours croissante pour le ministre.

L'Exposant venoit de remettre à M. de l'Essart, la première partie manuscrite de la législation demandée, & encore d'avoir des conféren-

(1) Cette Législation imprimée, se vend chez Goujeon, au Palais-Royal, grande Cour.

ces relatives avec ce magistrat , & avec M. Hernoux , membre de l'assemblée nationale ; & il continuoit de s'appliquer à prendre des mesures pour recueillir les demandes des boulangers , quand tout ce qui vient d'être rapporté de M. le comte de Marfane & de madame Necker avoit eu lieu.

Le jour qui suivit l'envoi du paquet à madame Necker par le fleur de la Potoniere , sur le billet de M. de l'Essart , dont il a aussi été parlé , l'Exposant ne fit aucune difficulté de se rendre chez ce magistrat.

M. de l'Essart ne partageoit alors , en aucune maniere , les sentimens ni l'opinion que la conduite de M. Necker avoit inspiré à l'Exposant ; & d'ailleurs , dans la seconde lettre que l'Exposant avoit écrit la veille à madame Necker , celui-ci avoit déclaré , que, quoiqu'il crut devoir s'interdire de jamais mettre le pied au contrôle général , cette précaution de la part ne concernant que M. Necker personnellement , il seroit toujours prêt à communiquer à madame Necker , chez M. de l'Essart , tout ce que son zele ou ses lumieres pourroient lui suggérer d'avantageux pour la nation & pour le prince.

Il ne fut , par conséquent , pas mal aisé à l'Exposant , sur la réception de l'invitation de M. de l'Essart de pressentir qu'elle ne pouvoir

avoir trait qu'à ce qu'il avoit écrit dans ses deux lettres de la veille à madame Necker.

Ce fut effectivement ce qui arriva. L'Exposant fut d'abord extrêmement loué, du ton de la plus sensible amitié, sur la persévérance & sur la pureté de son zèle; il ne le fut pas moins sur l'étendue & la sûreté de ses connoissances. Ensuite il fut exhorté à doubler de célérité pour mettre à fin les deux objets des demandes des boulangers & de la législation. L'Exposant alors ne savoit que croire aveuglément à toutes les assurances qui lui venoient de M. de l'Essart.

L'Exposant ne doit point omettre de remarquer que, vers ce temps, M. de l'Essart lui remit, de la part de M. Necker, un billet de caisse de 1000 liv. & autre de 200 liv. somme destinée, lui dit-il, à rembourser au fleur Leger les frais secs des recensemens que ce particulier avoit fait faire au printemps.

Unique & seule remise qui ait jamais passé des mains du ministre dans celle de l'Exposant! remise qu'il n'imagine point avoir pu être envisagée par ce ministre, comme un moyen de diriger son opinion & de déterminer son estime, & qu'il ne cite ici que pour parer d'avance à ce qu'il auroit pu arriver à ce ministre, d'avoir dit pour jeter du louche sur son désintéressement.

Tandis que l'Exposant, sans néanmoins rendre son estime à M. Necker, se livroit de bonne foi à ce travail, pour le bien public & pour sa gloire; se tramoit dans les ténèbres le complot dont les horreurs vont être développées dans la seconde partie de cette dénonciation.

Dans celle-ci, il ne s'agira plus de M. Necker seul. Mais de lui & des Représentans de la commune devenus ses complices au grand jour, comme ils étoient déjà secrètement ses instrumens & ses fauteurs.

SECONDE PARTIE.

Dénonciation de la complicité de M. Necker avec MM. les Représentans de la Commune de Paris, pour opprimer l'Exposant.

L'occupation de recueillir toutes les demandes individuelles de secours, des membres infortunés de la communauté des Boulangers, demandoit une grande assiduité, & asservissoit à des détails, dont l'Exposant auroit été distrait par le seul soin de remplir l'autre objet dont le ministre l'avoit fait charger par M. de l'Essart.

En conséquence, de l'aveu & avec la participation

de ce magistrat agissant au nom de son ami, M. Necker, l'Exposant avoit commis le soin de recueillir ces demandes à deux personnes.

L'une des deux, & la plus à portée, par la position de son domicile, de bien remplir cet objet, étoit le sieur de la Potoniere, demeurant à la place de Greve, précisément en face de l'Hôtel-de-Ville, siège de la Polycratie du jour. Cette circonstance donnoit au moins à conjecturer qu'on étoit bien éloigné de penser que l'opération put jamais paroître répréhensible à aucuns même des mortels dont cette polycratie se trouve composée.

L'autre particulier chargé par l'Exposant, de l'aveu & avec la participation du magistrat, confident de M. Necker, étoit le sieur Deschamps de Valcour, citoyen domicilié à l'autre extrémité de Paris,

Non-seulement la municipalité n'a pu ignorer les mesures prises pour une opération aussi simple & aussi utile & honorable; mais la municipalité l'a su; mais elle l'a approuvée & accueillie, puisque cette municipalité elle-même a envoyé des boulangers & des boulangères, faire inscrire chez le sieur de la Potoniere, leur demander de secours.

Cette même municipalité, sur la plus honteuse

& la plus extravagante des délations, a néanmoins eu l'audace & l'inconséquence de faire faire, après nuit close, une descente irrégulière & illégale du sieur Carle, le plus insolent & le moins brave des officiers de la milice Parisienne; & faire encore des fouilles & des enlevemens de papiers chez deux citoyens !

Le sieur Carle commença le cours des vexatoires opérations de cette nuit, par la maison du sieur de la Potoniere. Averti par l'épouse effrayée de ce dernier, de la violence dont son appartement étoit devenu le théâtre. L'Exposant s'y rendit vers les 10 heures du soir. Le sieur Carle & ses satellites y étoient encore, & ils y étoient *sans ordre*. L'Exposant demanda volontairement à aller lui-même expliquer au comité de police cette opération vraiment civique, à l'occasion de laquelle l'imbécillité féroce de Carle & de ses adhérens occasionnoit un scandale aussi déplacé.

Aussi-tôt que le sieur de la Potoniere & l'Exposant furent entrés au comité de police, un homme, y fut appelé. Cet homme, ce fut le sieur de Vauvilliers.

Frappé du ton d'insolence & d'empire, dont ce pédant échappé des bancs, fit usage pour travestir en *promesses* de la part de l'Exposant, des

demandes de secours de celle des boulangers , ce dernier fut bientôt réduit à prononcer , au fonds de son ame indignée , que , de deux choses l'une : où le sieur Vauvilliers étoit un mortel que de minces honneurs venoient de rendre aussi stupide que féroce ; où ce professeur étoit le truchement d'un ministre scélérat & artificieux , qui n'avoit fait autre chose que dresser un piège à un citoyen , dont le zele pur & courageux importunoit sa perversité ; & de qui les lumieres allarmoient sa nullité , en lui faisant transmettre par M. de l'Effart , la commission de recueillir les demandes de secours dont il s'agissoit.

Ce dernier soupçon acquéroit sur-tout de la consistance par le souvenir de quelques particularités racontées récemment à l'Exposant par le sieur Leger ; particularités qui vont être développées ici , parce quelles peuvent servir à dévoiler les mysteres d'iniquités que l'on a fait assurément déjà mieux qu'entrevoir.

La municipalité avoit envoyé le sieur Leger faire des approvisionnemens dans le Soissonois. Le sieur Leger , le même qui avoit éclairé l'Exposant sur les manœuvres des monopoleurs , le même dont le ministre avoit avoué l'aptitude par le remboursement tardif des frais *secs* des recensemens auxquels l'Exposant l'avoit employé ;
le

Le sieur Leger venoit de voir ses opérations dans le Soissonnois contredites , & contredites , un ordre du ministre à la main , par un sieur de Buffy , l'associé & l'agent des monopoleurs Leleu. Le sieur Leger avoit aussi-tôt quitté Soissons , pour venir porter à Paris ses plaintes à ses commettans ; il l'avoit fait en la personne du sieur de Vauvilliers ; & conduit par ce dernier chez le ministre , non-seulement le sieur Leger avoit apperçu entr'eux quelques marques d'intelligence ; mais il lui avoit été lâché à lui-même par M. Necker , un mot concernant l'Exposant , assez simple au premier aspect , mais dont la scene d'insolences que jouoit le sieur de Vauvilliers , donnoit dans cet instant la clef.

Aux argumens féroces & déconfus de M. le professeur royal , l'Exposant opposa les armes de la raison ; & pour le moment , ces armes produisirent leur effet attérant : le sieur de Vauvilliers étoit à la fois écumant de rage & emproie à la plus déplorable confusion.

Après une délibération de deux heures , entre les complices du ministre & les dupes de ceux-ci , le crime ne fut point encore consommé ; mais il fut commis un attentat provisoire , dont les caracteres sont propres à bien faire connoître

tre quel est le respect de cette tourbe pour les loix émanées de l'Assemblée Nationale.

Le sieur de la Potoniere & l'Exposant furent d'abord ramenés chez le premier, sous une escorte nombreuse. Le commissaire des Mares, homme nul de sa nature & commissaire de police en vertu de l'acquit de son office, y osa faire une fouille des papiers du sieur de la Potoniere, accompagnée de circonstances également contraires tant à la lettre qu'à l'esprit des loix anciennes & récentes. Ensuite le commissaire répéta de la même manière, & avec le même scandale, cette même opération chez l'Exposant.

Le sieur de la Potoniere & l'Exposant furent ensuite ramenés à l'hôtel-de-ville, chacun séparément. Vers les quatre heures & demie du matin, l'un & l'autre furent relâchés, après avoir donné par écrit, parole de se représenter, s'ils en étoient requis.

Tourmenté des plus violens soupçons contre le ministre, l'Exposant dédaigna d'aller faire, soit à celui-ci, soit à M. de l'Essart, dans la journée suivante, l'exposé de tout ce scandale. On a vu dans la première partie de cette dénonciation, que c'étoit un parti pris par l'Exposant, & no-

L'Eschappe

tifié à la dame Necker, de n'avoir désormais aucun rapport avec son mari.

Le 2 novembre, date de cette extravagante & cruelle journée, vers les 9 heures du soir, l'Exposant étant sur le point de rentrer chez lui, aperçut une bande nombreuse de satellites, dont les bayonnettes réfléchissoient la lumière des réverbères dans la petite rue de Venise voisine de sa demeure. D'après ce qui lui étoit arrivé la veille, l'Exposant eut un pressentiment que ces soldats pouvoient s'être placés ainsi en embuscade, pour repéter l'excès qu'il venoit d'éprouver. Cette idée, loin de le détourner de rentrer, l'y détermina au contraire.

La portiere du logis lui dit que, un instant auparavant, deux particuliers ressemblant à des boulangers, étoient venu s'informer s'il étoit rentré. Après ce qu'il venoit d'apercevoir, l'Exposant comprit qu'il étoit possible que les deux boulangers prétendus, ne fussent que des espions du détachement en embuscade de soldats qu'il venoit d'apercevoir, soldats qu'il avoit reconnu la veille, n'être citoyens que comme & autant qu'on l'est dans le comité du district de S. Nicolas-des-Champs.

A peine l'Exposant fut assis dans son cabinet, que ce pressentiment fut justifié par l'apparition de 17 bayonnettes sous le commandement d'un

nommé Renaudin , qui lui présenta un pistolet à la gorge. L'Exposant ressentit et témoigna moins de frayeur que de mépris et de pitié , et fut conduit de nouveau vers Messieurs les Municipaux.

A l'aspect de M. de Lessart , qui arriva dans le même lieu , peu de minutes après , l'Exposant se flatta , sans doute , avec une justice apparente du moins , que la présence de ce magistrat alloit infailliblement servir à faire mettre un terme à tant d'actes fatiguans , odieux , de polycratique délire & de la rage ministérielle privée du secours inhumain des antres de la Bastille.

Dans une piece attenante à celle où étoit retenu l'Exposant , M. de l'Essart manqua de front pour nier ; il convint bien au contraire en présence de plusieurs des municipaux , & de la mission qu'il avoit transmise à l'Exposant de la part du ministre , & de la conformité qui existoit entre le modele que l'Exposant lui avoit fourni , sur sa propre demande , d'un acte de soumission pour être soucrit par les boulangers , & celui qui se trouvoit écrit en tête du registre enlevé par le sieur Carle , chez le sieur de la Potoniere. Ensuite M. de l'Essart disparut , mais seulement pour l'Exposant ; car il passa partie de la nuit dans une autre salle.

Cependant le ridicule sénat des polycrates , quoique dépourvu du pouvoir judiciaire , osa ,

dans une cause où il devenoit partie , faire subir à l'Exposant, un long interrogatoire , que l'Exposant invoque comme un monument également frappant de sa propre innocence & des crimes qu'il dénonce ; interrogatoire qui fut grossi des questions ridicules & déplacées ; apportées en présence de l'Exposant par le sieur Boucher, avocat décrié, & devenu secrétaire de M. Bailly, interrogatoire qui a bien pu, dès cette nuit même, être communiqué à M. de l'Essart, resté à l'hôtel-de-ville, & ensuite par celui-ci au ministre, moteur par les mains complaisantes des municipaux de ce tissu révoltant d'iniquités.

Cependant l'Exposant continua durant toute cette nuit, à être gardé par une soldatesque nombreuse & bruyante, dont les discours féroces & passionnés l'empêcherent de voir un seul citoyen parmi elle. Il fut ensuite, tourmenté par ces misérables, jusque vers les midi & demie.

Alors, par un ordre, émané d'un conseil présidé par M. le maire, l'Exposant fut mené sous l'escorte d'une garde nombreuse, au Châtelet.

Tandis que la voiture qui transportoit l'Exposant, & les satellites dont elle étoit entourée, parcouroit & la place & les rues qui séparent l'hôtel-de-ville du châtelet, partie même de son escorte, crioit, à la multitude aveugle : *nous tenons cet aristocrate accapareur, qui vous a fait manquer de pain !*

Ce cri homicide & calomnieux, imprudemment interrompu, & généreusement contredit par deux citoyens humains, & par une femme instruite du contraire, fut suivi de coups de bourades qu'essuyèrent ces trois individus indignés de cet horreur. L'Exposant demande à les faire entendre sur la vérité de l'émission commandée sans doute à cette garde, de ces inculpations atroces; inculpations dont il n'avoit point même été fait mention à l'interrogatoire déplacé & abusif des municipaux durant la nuit précédente; inculpations soufflées par le ministre & ses complices, & dont les motifs encore cachés alors, se sont trouvés depuis manifestés par le sieur Boucher pere, lorsqu'il est échappé à ce bourgeois naïf de dire qu'il étoit informé par son fils, que depuis long-temps M. Necker vouloit, de maniere ou d'autre, *se débarrasser* de l'Exposant.

Echappé à la fureur croissante de la multitude trompée, par un effet de la seule circonstance du peu de distance de l'Hôtel-de-Ville à cette prison, l'Exposant eut le déplorable bonheur d'y arriver. Là, une femme furieuse excitoit encore par ses impostures la multitude dans les cours. Cette affreuse Mégère étoit la digne mere de Boucher, secrétaire du sieur Bailly, & épouse du bourgeois cité plus haut. L'Exposant fut mené avec affectation, d'abord à la Chambre Prévôtale, ensuite devant le

Lieutenant-Criminel. Ce dernier, sans prononcer de décret, remit l'Exposant en prison.

Le lendemain 3 novembre, avant que l'Exposant eût été jugé ou même interrogé, la municipalité s'étoit permise de charger avec profusion, les murs de la capitale, d'un placard, œuvre de diffamation combinée entre le ministre & les complices dont il s'étoit assuré parmi les représentans de la Commune.

Tandis que ce placard illégal & imposteur offroit aux regards un désaveu menteur de l'Exposant, par le lâche Necker, les voix des malheureux colporteurs faisoient retentir dans l'air les titres sommaires des divers articles, de pamphlets aux gages de la Ville, où ces horreurs étoient justifiées par des détails absurdement supposés ; & cependant l'impartial ministre s'avoueroit dans son palais, l'encens de la confiance des citoyens abusés, & arrachoit encore la considération du prince !

Vingt-deux jours s'écoulerent ensuite, sans qu'il se fit aucun mouvement, pas même celui de justifier par un décret, l'emprisonnement que subissoit l'Exposant.

Il est vrai que, vers la fin de la première haitaine d'une aussi horrible oppression, honteux lui-même des calomnies mises en œuvre par les mu-

nicipaux pour concourir aux vues que d'étroites passions lui dictoient, le ministre auroit lui-même consenti à faire relâcher l'Exposant; mais sans satisfaction, & seulement en se réservant encore l'occasion de se targuer d'une orgueilleuse & fausse piété. Ce dessein a été formé; il a été annoncé à plusieurs personnes par M. de l'Essart, presque comme un effort de bienfaisance de la part d'un ministre calomniateur!

Malheureusement repoussé par l'Exposant, ce projet ne présenta, même plus, au bout de peu de jours, qu'une chimere impraticable, autant que la proposition en avoit été outrageante.

Un particulier, inconnu tout-à-fait alors, & qui l'est encore aujourd'hui de l'Exposant, s'empressa de seconder le zele du sieur Garin. Tout deux instruisirent le comité des recherches de l'Assemblée Nationale, existant à cette époque. Et, sur la demande qu'en fit de son côté l'Exposant, deux honorables membres de ce comité, vinrent dans sa prison, entendre ses réclamations.

Sur le rapport de ces deux membres du comité, il fut requis que l'affaire seroit instruit à fond. Il reste à l'Exposant à faire connoître de quelle maniere elle l'a été.

T R O I S I E M E P A R T I E.

Procédure illégale du Tribunal.

L'Assemblée Nationale a décrété , que nul homme ne peut être accusé, arrêté ni détenu , que dans les cas déterminés par la loi, & selon les formes qu'elle a prescrites. Art. 7 de la déclaration des droits de l'homme.

Que les ministres, & les autres agens du pouvoir exécutif, sont responsables de toutes les infractions qu'ils pourront commettre envers les loix. Art. 18 de la constitution.

Que les décrets de prise-de-corps ne pourront plus être prononcés que par trois de juges au moins, ou par un juge & deux gradués ; & qu'aucun décret de prise-de-corps ne pourra désormais être prononcé contre les domiciles, que dans le cas où, par la nature de l'accusation & des charges il pourroit échoir peine corporelle. Art. 9 du décret sur la reformation de quelques points de la jurisprudence criminelle.

La procédure tenue contre l'Exposant, est entièrement contraire aux loix décrétées par l'Assemblée Nationale.

L'Exposant se rend à l'hôtel-de-ville le premier novembre. Il déclare que le registre qui forme le corps de delit, a été tenu, à sa priere, par le sieur de la Potonniere; il déclare qu'il avoit mission à cet effet.

Après une séance de six heures, on le renvoie chez lui, sur la soumission qu'on écrit & qu'il signe, de se représenter à toutes réquisitions. Le lendemain, sans qu'il soit survenu de nouvelles charges, sans que ce prétendu délit ait acquis plus de gravité, on l'arrête avec scandale, on le conduit à la ville, où il est interrogé par le commissaire Desmarets.

Cet interrogatoire, sur lequel il donne des réponses satisfaisantes, est prolongé jusqu'au lendemain trois. Le commissaire ordonne que ce même jour, il se transportera au cabinet de M. le lieutenant criminel, pour en référer à ce Magistrat; & qu'à l'heure dite, l'Exposant comparoîtra devant le même Magistrat.

Le procès-verbal de référé porte, que l'Exposant a effectivement comparu devant M. le Lieutenant-criminel, & qu'après avoir été entendu en présence de M. le Procureur du Roi, M. le Lieutenant-criminel a ordonné, *ce requérant M. le Procureur du Roi*, qu'à la requête de celui-ci, l'Exposant seroit *écroué & recommandé* es-prisons du Châtelet.

Cependant l'écrou de l'Exposant, en date du dit jour 3 novembre, n'a été fait par le sieur Jacquet, officier de robe-courte, que *de la simple ordonnance du commissaire Desmarest.*

Le 4 novembre, l'Exposant est interrogé *pro forma* par le Lieutenant-Criminel.

On oublie ensuite l'Exposant durant vingt-un jours.

Ce n'est que le 25 novembre que le procureur du roi donne son réquisitoire, par lequel, sur le vu de l'interrogatoire très-concis subi devant le lieutenant criminel, & le vu de celui prêté devant le commissaire des Mares, il requiert que la connoissance de l'affaire soit renvoyée par-devant le tribunal établi pour connoître des crimes de lèse-nation.

M. le lieutenant criminel défère à ces conclusions par une ordonnance du même jour.

Le 26 novembre, M. le procureur du roi donne sa plainte au tribunal du Châtelet. Il demande qu'il soit informé sur les faits qu'elle contient; & cependant que l'Exposant *soit arrêté & écroué* de l'ordonnance du siege, à la requête de lui procureur du roi.

Jugement rendu par le Châtelet le même jour, qui reçoit la plainte, ordonne l'information, &

que l'Exposant sera arrêté & écroué à la requête du procureur du roi.

Point de nouvel écrou, en vertu de ce jugement, pas même de recommandation.

Plusieurs interrogatoires sont subis par l'Exposant devant M. Millon, conseiller rapporteur les 1, 2, 3, 4, 5 décembre. Tous contiennent des réponses péremptoires pour la justification de l'accusé.

Le 5 décembre, il est procédé à une information. Cette information est composée de 32 témoins. Aucun d'eux ne charge l'accusé; plusieurs même de ces témoins, au contraire, donnent le démenti le plus formel aux différens faits allégués par la plainte.

Cette procédure est communiquée au procureur du roi.

Il requiert le 26 décembre, qu'elle soit continuée, & que l'exposant soit ajourné à comparoir en personne, & élargi des prisons, à la charge de se représenter en état d'ajournement personnel à toutes assignations qui lui seront données pour l'instruction & le jugement du procès.

Ces conclusions sont adoptées par jugement rendu le 2 janvier 1790, par délibération du conseil de la compagnie assemblée, & l'Exposant est élargi le même jour.

Ce jugement est le premier acte par lequel un décret ait été légalement prononcée contre l'Exposant, & ce décret est un décret d'ajournement personnel.

On ne peut point regarder comme un décret de prise de corps, l'ordonnance de M. le Lieutenant criminel du 3 novembre qui portoit que l'Exposant seroit *écroué & recommandé* à la requête du procureur du roi. Il ne s'agit ici que d'une simple *recommandation*. Une recommandation n'est point un décret.

Le jugement du 26 novembre qui portoit que l'Exposant seroit *arrêté & écroué*, n'est point encore un décret de prise de corps : car ce décret a une formule qui lui est propre & dont les juges ne peuvent s'écarter.

Tout décret de prise de corps contre un domicilié ne peut être décerné que *d'après* le vu des charges & informations ; & il doit essentiellement porter « que l'accusé sera pris au corps » & conduit ès prisons de. . . . pour être ouï » & interrogé sur les faits résultans *desdites charges & informations*, & autres sur lesquels le » procureur du roi voudra le faire entendre , » sinon, & après perquisition de sa personne , » qu'il sera assigné à comparoir à quinzaine , et » par un seul cri public à la huitaine , en sui-

» vant, ses biens saisis et annotés , et à iceux
» commissaire établi, &c.»

Or rien de tout cela n'a été prononcé contre
l'Exposant.

Il y a plus, les ordonnances anciennes veulent
que le décret, l'écrou , & les recommandations
soient signifiées à l'accusé; & l'on n'a rien signifié
à l'Exposant.

Cependant l'exécution des anciennes ordon-
nances est ordonné par la nouvelle loi.

Il y a plus encore : la nouvelle loi veut qu'on
ne puisse décréter un domicilié que pour crimes
qui doivent être punis de peines corporelles.

Or, sur le simple titre de l'accusation, de
s'être immiscé dans l'administration des subsis-
tances de Paris, on devoit voir que ce délit, s'il
étoit prouvé, ne conduisoit qu'à une injonction
d'être plus circonspect.

D'ailleurs le décret de prise de corps ne pouvoit
être prononcé d'après la loi nouvelle & la loi an-
cienne, que sur les *charges & informations*.

Et l'Exposant étoit *emprisonné, écroué & re-
commandé* avant qu'il y eut aucune information
commencée.

On a donc violé à son égard la loi nouvelle &
la loi ancienne; & sa détention ne peut être con-

fidérée que comme une chartre privée, puisqu'il n'y a point eu de décret de prise de corps.

La recommandation faite de sa personne, par le procureur du roi, est un acte illégal & nul.

On ne recommande un accusé que lorsqu'il est emprisonné en vertu d'un décret antérieur, & pour un autre délit que celui sur lequel la recommandation intervient.

La recommandation, en matière criminelle, se règle par les mêmes principes que la recommandation en matière civile.

Il faut pour valider celle-ci, un jugement antérieur de contrainte par corps, légalement exécuté.

Si ce jugement n'existe pas, ou si il est nul, la recommandation qui la suit s'évanouit avec lui.

De même, en matière criminelle, s'il n'y a pas, contre l'accusé, un décret originaire, ou si ce décret est irrégulier, la recommandation tombe; c'est alors un nouveau décret de prise de corps qu'il faut prononcer.

Dans la procédure tenue contre l'Exposant, il n'y a point eu de décret de prise de corps en vertu duquel il pût être légalement emprisonné.

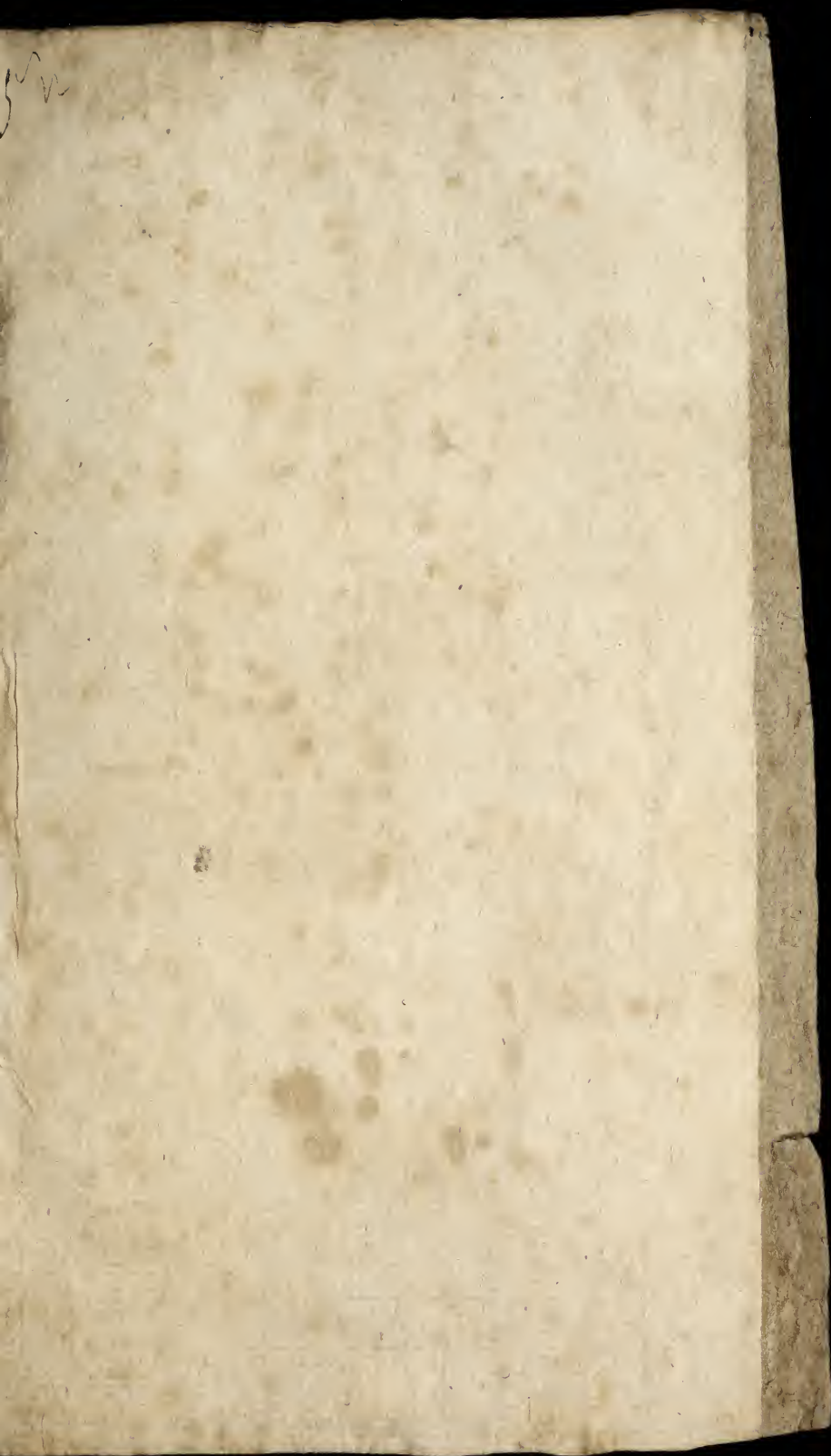
Il y a eu, dit le principe, une recommanda-

tion ; mais une recommandation , sans un décret préalable , ne peut produire aucun effet

Il y a eu ensuite un règlement portant qu'il seroit arrêté & écroué. Mais un ordre d'arrêter & d'écrouer n'est point un décret de prise de corps ; & tout accusé détenu sans décret est détenu illégalement.

En un mot , les deux mois d'emprisonnement de l'Exposant ne peuvent être considérés aux yeux de la loi que comme une chartre privée , attentatoire à l'article 7 de la déclaration des droits de l'homme , aux anciennes loix du royaume & aux décrets postérieurs. Qui répondra de cette chartre privée ? qui dédommagera l'Exposant d'une injuste détention ?

F I N.



443